



COMMUNAUTÉ DE DÉVELOPPEMENT DE L'AFRIQUE AUSTRALE

AVIS DE VACANCE DE POSTE

Contexte

La Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC) est une Communauté économique régionale fondée et soutenue par les pays de l'Afrique australe. Elle cherche à promouvoir la coopération socio-économique, politique et sécuritaire parmi ses États membres et à favoriser l'intégration régionale afin d'atteindre ses objectifs de paix, de stabilité et de prospérité. Comprenant actuellement seize (16) États membres et abritant une population d'environ 340 millions d'habitants, elle enregistre un PIB combiné de 720 milliards d'USD.

En vue de renforcer sa capacité, le Secrétariat de la SADC lance un processus de recrutement, l'objectif étant de pourvoir au poste qui lui permettrait de s'acquitter de son mandat. C'est dans ce contexte que le Secrétariat de la SADC invite les ressortissants de la SADC possédant les qualifications et les expériences requises à soumettre leur candidature pour le poste suivant à pourvoir à son siège à Gaborone (Botswana) ou comme indiqué dans l'annonce de vacance :

Intitulé du poste

Classement du poste

1. **Secrétaire du Tribunal administratif de la SADC (SADCAT)**

Classement 2

Rémunération

Le Secrétariat de la SADC offre un salaire concurrentiel pour le poste comme indiqué ci-après :

Classement du poste

Enveloppe salariale annuelle

Classement 2

90 828 USD

Durée du contrat

Toute nomination au poste susmentionné reposera sur un contrat à durée déterminée pour une période de quatre (4) ans, renouvelable une fois pour une durée égale sous réserve :

- de l'achèvement satisfaisant d'une période d'essai de 6 mois ;
- d'une performance satisfaisante ;
- de la limite d'âge maximum de 60 ans ; et
- de la nécessité de maintenir le poste.

Admissibilité

Le poste est ouvert aux candidats qualifiés qui :

- sont des personnes âgées de 50 ans ou moins ; cette exigence est fondée sur le fait que l'Organisation est tenue de recruter du personnel qui est en mesure de la servir pendant une période raisonnable avant d'atteindre l'âge obligatoire de la retraite de 60 ans.
- sont originaires des États membres éligibles suivants :
l'Afrique du Sud, l'Angola, le Botswana, la République démocratique du Congo, Eswatini, le Lesotho, Madagascar, le Malawi, Maurice, le Mozambique, la Namibie, les Seychelles, la République-Unie de Tanzanie, la Zambie et le Zimbabwe.

La date limite de soumission des candidatures :

les candidatures doivent être adressées au Point de contact national de la SADC <https://www.sadc.int/opportunities/employment/national-contact-points/> de l'État membre éligible au plus tard le **31 mars 2022**.

Le dossier de candidature devra comprendre les pièces suivantes :

- a) une lettre de motivation précisant le poste visé et expliquant la pertinence des qualifications, des expériences et des compétences que possède le candidat au regard du poste en question ;
- b) un curriculum vitae actualisé de **cinq (5) pages** ;
- c) des exemplaires certifiés conformes des diplômes et des certificats ;
- d) le formulaire de candidature de la SADC dûment rempli.

Les candidats convoqués à l'entretien devront y présenter tous les documents nécessaires attestant de leurs qualifications éducatives et professionnelles.

Prise en compte du genre

En matière d'emploi, la SADC promeut l'égalité de chances et encourage la candidature de femmes.

Le présent poste intéressera particulièrement les candidats ayant à cœur la transformation et le développement de l'Afrique australe, disposant des compétences requises et aptes à relever les nouveaux défis.

Ne seront convoqués aux entretiens que les candidats possédant le profil requis. En l'absence de réponse du Secrétariat de la SADC dans les deux mois suivant la date limite, veuillez considérer votre candidature comme non retenue.

Pour obtenir des renseignements complémentaires sur le poste et télécharger le formulaire de candidature [SADC Application Form](#), veuillez consulter le **site Web de la SADC** sur www.sadc.int

D'autres renseignements peuvent également être obtenus auprès du Point de contact national du pays en question.